



**Revue des Sciences humaines
et sociales, Lettres, Langues et
Civilisations**

**ISSN
(E) 2958-2814
(P) 3006-306X**

Volume 4, Numéro 3, Juin 2026

**Université Alassane Ouattara
UFR Communication Milieu et Société**

revue.akiri-uao.org



ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>

E-mail : revueakiri@gmail.com

Editeur

UFR Communication, Milieu et Société
Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)



ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

INDEXATIONS INTERNATIONALES

Pour toutes informations sur l'indexation internationale de la revue *AKIRI*, consultez les bases de données ci-dessous :



<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946>



<https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>



<http://sjifactor.com/passport.php?id=23334>



<https://orcid.org/0009-0002-6794-1377>



<https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/2958-2814>



<https://www.ajol.info/index.php/akiri>



[https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-\(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations\)/2360](https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations)/2360)



<https://oaji.net/journal-detail.html?number=14071>

Impact factor : SJIF 2026 : 7.620

ISSN-L: 2958-2814

ISSN-P: 3006-306X

REVUE ELECTRONIQUE

AKIRI

Revue Scientifique des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations

E-ISSN 2958-2814 (Online ou en Ligne)

I-ISSN 3006-306X (Print ou imprimé)

Equipe Editoriale

Coordinateur Général : BRINDOUMI Kouamé Atta Jacob

Directeur de publication : MAMADOU Bamba

Rédacteur en chef : KONE Kiyali

Chargé de diffusion et de marketing : KONE Kpassigué Gilbert

Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen

Comité Scientifique

SEKOU Bamba, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny

OUATTARA Tiona, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny

LATTE Egue Jean-Michel, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches, CNRST,

ALLOU Kouamé René, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

KAMATE Banhouman André, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

ASSI-KAUDJHIS Joseph Pierre, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

SANGARE Abou, Professeur titulaire, Université Peleforo Gbon Coulibaly

SANGARE Souleymane, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

COULIBALY Amara, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

NGAMOUNTSIKA Edouard, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro

BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé

N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville

DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

NGUE Emmanuel, Maître de conférences, Université de Yaoundé I

N'GUESSAN Mahomed Boubacar, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

BA Idrissa, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

KAMARA Adama, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop

ALLABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

TOPPE Eckra Lath, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

M'BRA Kouakou Désiré, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

ISSN-L: 2958-2814

ISSN-P: 3006-306X

Comité de Lecture

BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé
 N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
 CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
 BA Idrissa, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches,
 DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 BRINDOUMI Atta Kouamé Jacob, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 DIARRASOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 ALABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 DEDE Jean Charles, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara
 BAMBA Abdoulaye, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
 BAKAYOKO Mamadou, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 SANOGO Lamine Mamadou, Directeur de recherches, CNRST, Ouagadougou
 GOMA-THETHET Roal, Maître-Assistant, Université Marien N'gouabi de Brazzaville
 GBOCHO Roselyne, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 SEKA Jean-Baptiste, Maître-Assistant, Université Lorognon Guédé,
 SANOGO Tiantio, Maître-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle
 ETTIEN N'doua Etienne, Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny
 DJIGBE Sidjé Edwige Françoise, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara

Comité de rédaction

N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
 KONÉ Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara
 KONÉ Kiyali, Maître-Assistant, Histoire, Université Péléforo Gon Coulibaly
 BAKAYOKO Mamadou, Maître de Conférences, Philosophie, Université Alassane Ouattara
 OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara
 MAMADOU Bamba, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara
 TOPPE Eckra Lath, Professeur titulaire, Etudes Germaniques, Université Alassane Ouattara,
 ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Etudes Germaniques, Université Félix Houphouët-Boigny,
 KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, Espagnol, Université Alassane Ouattara
 SIDIBÉ Moussa, Maître de Conférences, Lettres Modernes, Université Alassane Ouattara
 ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara
 KAZON Diescieu Aubin Sylvere, Maître de Conférences, Criminologie, Université Félix Houphouët-Boigny
 MEITÉ Ben Soualiouo, Maître de Conférences, Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny
 BALDÉ Yoro Mamadou, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar
 MAWA Miraille-Clémence, Chargée de cours, Université de Bamenda

Contacts

Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>

E-mail : revueakiri@gmail.com

Tél. : + 225 0748045267 / 0708399420/ 0707371291

Indexations internationales :

Auré HAL : <https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946>

Mir@bel : <https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>

Sjifactor: <http://sjifactor.com/passport.php?id=23334>

ORCID: <https://orcid.org/0009-0002-6794-1377>

AJOL: <https://www.ajol.info/index.php/akiri>

IPIndexing: [https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-\(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations\)/2360](https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations)/2360)

OAJI: <http://oaji.net/journal-detail.html?number=14071>

Impact factor: SJIF 2026: 7.620

ISSN-L: 2958-2814

ISSN-P: 3006-306X

PRESENTATION DE LA REVUE AKIRI

Dans un environnement marqué par la croissance, sans cesse, des productions scientifiques, la diffusion et la promotion des acquis de la recherche deviennent un impératif pour les acteurs du monde scientifique. Perçues comme un patrimoine, un héritage à léguer aux générations futures, les productions scientifiques doivent briser les barrières et les frontières afin d'être facilement accessibles à tous.

Ainsi, s'inscrivant dans la dynamique du temps et de l'espace, la revue « **AKIRI** » se présente comme un outil de promotion et de diffusion des résultats des recherches des enseignants-chercheurs et chercheurs des universités et de centres de recherches de Côte d'Ivoire et d'ailleurs. Ce faisant, elle permettra aux enseignants-chercheurs et chercheurs de s'ouvrir davantage sur le monde extérieur à travers la diffusion de leurs productions intellectuelles et scientifiques.

AKIRI est une revue à parution trimestrielle de l'Unité de Formation et de Recherches (UFR) : Communication, Milieu et Société (CMS) de l'Université Alassane Ouattara. Elle publie les articles dans le domaine des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations. Sans toutefois être fermée, cette revue privilégie les contributions originales et pertinentes. Les textes doivent tenir compte de l'évolution des disciplines couvertes et respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent en outre être originaux et n'avoir pas fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture.

PROTOCOLE DE REDACTION DE LA REVUE AKIRI

La revue **AKIRI** n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. - 2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparaît en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («... »), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de ...

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{nde} éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :
Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.
- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.
Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzokru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.
- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.
Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Les articles sont la propriété de la revue.

SOMMAIRE

LANGUES, LETTRES ET CIVILISATIONS

Anglais

1. **The Utopias of Toni Morrison's Paradise**
SORO Dolourou..... 1-11
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.1>
2. **Abjection and Desire: A Feminist Reading of Sarah Kane's Phaedra's Love and Eugene O'Neill's Mourning Becomes Electra**
Wandja Fatoumata TUO & Ouana Alassane SEKONGO..... 12-24
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.2>
3. **Émergence du sujet féminin et esthétique de l'oralité dans Their Eyes Were Watching God de Zora Neale Hurston**
Zié Bi Golé Eugène KOFFI & Bi Zoh Elisée GOLE..... 25-37
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.3>
4. **Black Renaissance and Baraka's Legacy**
Yao Katamatou Kouma..... 38-53
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.4>
5. **Influence des facteurs sociodidactiques sur l'enseignement et l'apprentissage de l'anglais : cas du lycée Soundjata Keïta**
Yacouba Boubacar TOURE..... 54-66
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.5>
6. **Remote sensing monitoring and assessment of oil pollution from 2015 to 2020 in the Gulf of Guinea: The case of the two Congos and the Cabinda region (Angola)**
Marius MASSALA MBINDZOUKOU..... 67-81
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.6>

Études hispaniques

7. **El "muro de la vergüenza" en Chambacú, corral de negros de Manuel Zapata Olivella: entre opresión y expresión de la libertad**
Bonzallé Hervé SAKOUM..... 82-94
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.7>

Lettres Modernes

8. **Le fragmentaire : les modalités d'un mécanisme dramaturgique du théâtre d'Aristide Tarnagda**
Kan Mathieu KOUASSI 95-109
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.8>
9. **Poétique de la migration et reconfiguration postcoloniale du roman africain francophone chez Maurice Bandaman**
Kagnon Brahim SANOGO..... 110-124
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.9>

- 10. Migration et développement local dans le roman africain francophone**
Koudougou Frédéric KONTOGOM..... 125-138
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.10>
- 11. Écrire, créer et diffuser le théâtre de commande d'intervention sociale**
ZAGRÉ Issa..... 139-154
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.11>
- 12. Le sacré au risque de la déconstruction ou le discours de la
« désédéification » dans galerie infernale de Jean-Marie Adiaffi**
Zana Karim SORO..... 155-168
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.12>
- 13. La pratique stylistique à l'œuvre dans « larmes en pleurs »,
extrait de la mère rouge de C. Marshall Kissy**
Aby Emmanuel AKADJÉ..... 169-182
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.13>
- 14. Quête de l'altérité et dialogue interculturel dans l'attentat
de Yasmina Khadra : se réconcilier au-delà des extrêmes
et des frontières identitaires ?**
Mamadou KONATE..... 183-196
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.14>

COMMUNICATION, SCIENCE DU LANGAGE, ARTS ET ARCHITECTURE

Sciences du langage et de la communication

- 15. Essai de sémantique des mots onomatopéiques et idéophoniques**
Koffi Joël KOUAKOU & Koffi Yéboua Vincent KOUASSI 197-210
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.15>
- 16. Les difficultés des situations de transfert en activités de langage
et lecture à l'école élémentaire**
Oumar DIA..... 211-231
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.16>
- 17. Débats citoyens et vie sociopolitique en Côte d'Ivoire
à l'ère du numérique**
Konan Zagoh Martial YAO & Olive-Martial Kokoi ASSEU 232-248
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.17>

Architecture & urbanisme

- 18. Planifier, aménager et bâtir des « villes en mouvements » au Sahel :
cas de la ville moyenne de Pouytenga au Burkina Faso**
Pougwendé Léandre GUIGMA..... 249-273
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.18>

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Histoire

19. **Relire Cheikh Anta Diop : pour une critique historiographique de son assimilation à l'afrocentrisme**
Yves Victor NGONO..... 274-295
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.19>
20. **L'immigration libano-syrienne en AOF : des abords des Rivières du Sud à la constitution d'une diaspora robuste (XIX^e-XX^e siècles)**
Abdou Karim TANDJIGORA..... 296-316
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.20>
21. **L'histoire des Oubi, un peuple de l'ouest ivoirien peu connu, des origines à la période coloniale**
TOURE Tiegbe & GNETO Gbakre Jean-Patrice..... 317-330
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.21>
22. **Les arts plastiques contemporains burkinabè entre défis et survie**
Hyacinthe SANDWIDI, Adama TOURÉ & Patrick KABRÉ..... 331-348
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.22>
23. **Engagement des associations musulmanes dans la promotion du don de sang au Burkina Faso (1997-2025)**
Aboubakar Sidiki SEGDA & Adama KABORE..... 349-365
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.23>
24. **Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) au Mozambique et en Côte d'Ivoire : une approche des mobilités post-conflit**
KOUASSI Tehua Maizan & KOUASSI Noël Zouzou..... 366-384
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.24>
25. **Les « choses-dieux » chez les peuples de l'Est du Cameroun : matérialité du sacré et ontologies religieuses**
Jeannette Sylvie PILO ATTA..... 385-405
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.25>
26. **La musique traditionnelle au Burkina Faso à l'épreuve des dynamiques sociales : cas de la musique des Lyèla de la Province du Sanguié**
Emmanuel BAYALA & Jean Célestin KY..... 406-420
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.26>
27. **La diplomatie culturelle de la Côte d'Ivoire (1959-2021) : genèse, recompositions et enjeux d'un soft power africain**
Amenan Félicité Nadège DJAHA & Bakary TRAORÉ..... 421-440
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.27>
28. **L'impact de la présence de l'école occidentale sur les institutions de formation traditionnelles chez les Djimini, 1903-1960**
Drissa COULIBALY..... 441-453
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.28>

- 29. Les confréries religieuses au Sénégal : un facteur de solidarité et de cohésion sociale**
Sadibou SEYDI..... 454-467
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.29>
- 30. L'État dans la gestion du hadj et du pèlerinage chrétien en Côte d'Ivoire**
Fatoumata BAMBA & Kiyali KONE..... 468-481
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.30>

Géographie

- 31. De l'eau impure à l'eau potable à Legaïn/Lallé dans la région du Mayo-Kebbi-Est au sud-ouest du Tchad**
BAYANG Sirbéle..... 482-495
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.31>
- 32. Analyse de l'engagement des populations dans la gestion des déchets plastiques sur les plages de la ville de Sassandra (Côte d'Ivoire)**
Youto Elodie Ama DOUBA..... 496-513
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.32>
- 33. Le marketing territorial, nouveau levier du développement territorial du département de Rufisque (Dakar/Sénégal)**
Moussa TAMBA, Abdourahmane Mbade SÈNE & Oumar SALL 514-530
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.33>
- 34. Évaluation des géopotentialités du département de Vavoua en faveur de la culture de l'anacarde à partir des SIG et l'analyse multicritère (AMC)**
Kopeh Jean-Louis ASSI..... 531-548
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.34>
- 35. La filière manioc : un levier d'autonomisation des femmes rurales dans la sous-préfecture de Djebonoua**
N'guessan Pascal KONAN, Watagaman Paul YEO,
Koffi Landry DIBY & Dhédé Paul Éric KOUAMÉ..... 549-564
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.35>
- 36. Filières d'approvisionnement et stratégies commerciales des produits alimentaires dans les marchés urbains de Ziguinchor (Sénégal)**
Yaya DIALLO, Djiby SOW, Sécou Omar DIEDHIOU & Oumar SY..... 565-582
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.36>
- 37. Perception des populations sur l'usage des passerelles piétonnes dans la ville de Bamako (Mali)**
Charles SAMAKE..... 583-598
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.37>
- 38. Récurrence des inondations à Bamako, impacts de l'aménagement de Diafaranako**
Adama SISSOKO & Moussa Mady KEITA..... 599-614
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.38>

- 39. La province gabonaise de la Nyanga comme espace-frontière :
logiques sociospatiales et mécanismes de la circulation des stupéfiants**
Poliny NDONG BEKA II & Joa-Méline MAGANGA BOUSSOUGOU..... 615-635
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.39>
- 40. Diagnostic de la gestion foncière dans le périurbain de Bouaké
(Centre Côte d'Ivoire)**
Konan Norbert Koffi..... 636-653
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.40>
- 41. Impacts de la qualité de l'eau sur la santé des ménages à Koro, Mali**
Abdoulaye TOGO & Abdou BALLO..... 654-668
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.41>
- 42. Scolarisation au primaire dans la région du Gontougo
au nord-est de la Côte d'Ivoire : déterminants et
perspectives pour une scolarisation durable**
Kouadio Franck Olivier YAO, Tozan ZAH Bi & Ané Landry TANO..... 669-685
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.42>
- 43. Les marchés périphériques dans la connection de l'hinterland
agricole et la métropole Yaoundé**
Fridolin Brice Nicolas ATEKOA MBARGA..... 686-702
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.43>
- 44. Variabilité climatique et environnementale et incidence des infections
paludéennes en milieu urbain sahélien : cas des districts de sante
de Maroua (Extrême-nord, Cameroun)**
Daniel Valérie BASKA TOUSSIA, Maurice NDIKWE DOURWE &
François GONGA..... 702-720
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.44>
- 45. Le programme de « villagisation » dans l'Unité-SOCAPALM d'Eseka,
au Cameroun : Dynamiques des acteurs, pratiques socio-spatiales
et effets induits**
MBOUHNOUM Philippe Alexandre Emmanuel & NDJOGUI Thomas-Eric 721-742
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.45>
- 46. Défis et perspectives de formation des femmes dans les instituts
éducatifs du Département de Botro (Côte d'Ivoire)**
Maxime YAPI..... 743-757
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.46>
- 47. Polarisation urbaine des nuisances environnementales.
Les bruits et les odeurs dans le Grand-Libreville (Gabon)**
Jean-Kevin Aimé TSIBA..... 758-779
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.47>
- 48. Vulnérabilité des quartiers urbains face aux risques d'érosion
à Dikodougou (Côte d'Ivoire)**
SORO Seydou Kadodjomon..... 780-792
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.48>

- 49. The Bororo community: From the Decline of Pastoralism to the Challenges of Socio-economic Reintegration**
Sylvain TCHAGUI & Umaru HASSAN BUBA..... 793-809
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.49>
- 50. Activités artisanales et crise de l'assainissement urbain à Dimbokro (Centre de la Côte d'Ivoire)**
N'guessan Arsène KOUADIO & Akissi Ketsia KOIDJO..... 810-825
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.50>

Philosophie

- 51. La crise identitaire et l'apport de solution cartésienne pour la valorisation du droit humanitaire**
Kouassi Luc N'GOTTA..... 826-842
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.51>
- 52. Gouvernance des ressources naturelles et conflits intercommunautaires au Tchad : cas des conflits agriculteurs-éleveurs dans la sous-préfecture de Bologo/Tandjile-ouest**
OLAME HOUMINA Patrice..... 843-860
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.52>
- 53. Penser l'IA comme science auxiliaire en médecine avec Claude Bernard**
Tiasvi Yao Raoul AGBAVON..... 861-873
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.53>
- 54. La politique de l'équilibre régional au Cameroun : peut-on sortir de la controverse ?**
Gilbert Hippolyte MBENDA TOUM..... 874-892
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.54>
- 55. Parole de l'Être comme authenticité ek-sistentielle du Da-sein**
Yao Wilfried N'GUESSAN..... 893-910
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.55>
- 56. Travail, identité et reconnaissance dans la société de l'automatisation**
Bi Naga Landry BOTTY..... 911-918
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.56>
- 57. Orpaillage artisanal et migrations en Afrique : entre quête existentielle, crise écologique et exigence écosophique**
Méfègbé MÉITÉ..... 919-932
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.57>
- 58. Hobbes et les crises foncières en Afrique : cas de la Côte d'Ivoire**
Kouadio Louis N'GUESSAN..... 933-948
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.58>
- 59. De l'évidence à la pluralité : l'avènement des géométries non-euclidiennes comme rupture épistémologique**
Moctarou BALDÉ..... 949-961
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.59>

- 60. Architecture et urbanisme de l'Égypte pharaonique :
modèles du développement durable pour la Côte d'Ivoire**
Konan Lazard KOUADIO..... 962-977
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.60>
- 61. La liberté de philosopher à l'épreuve de la religion :
l'exemple de Fichte et Forber**
Julien YABRE..... 978-991
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.61>
- Anthropologie et sociologie**
- 62. Conservation of vegetated green spaces in the municipality
of Ouagadougou by 2050**
Roséline KAMBOULÉ, Pounyala Awa OUOBA &
Kpemame DJANKARI..... 992-1005
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.62>
- 63. Analyse du fonctionnement des structures socio-éducatives
en mode décentralisé dans le cercle de Bougouni/Mali**
Youssouf Kolon COULIBALY..... 1006-1020
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.63>
- 64. Usages sociaux des MILDA et bien-être des populations dans les
communautés rurales de côte d'ivoire : cas des populations de Djébonoua**
Kouakou Luc N'GOTTA & Koffi Dermane KOUAKOU..... 1021-1031
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.64>
- 65. « Travail des enfants dans le transport routier à Daloa :
cas des minibus » Centre-ouest Côte d'Ivoire**
Nawan Issouf OUATTARA & Issiaka KONE 1032-1047
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.65>
- 66. Propagation des discours haineux et éducation aux médias :
Responsabilité individuelle face au tribalisme et à
la cohésion sociale au Cameroun**
Paulette Mappi Dzukou..... 1048-1074
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.66>
- 67. L'accès par l'exception : Modélisation du processus de sécurisation
foncière des femmes en milieu rural ivoirien**
Walo Monique GRAH Epouse SARAKA..... 1075-1092
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.67>
- 68. Gouvernance informelle et expérience des usagers
face à l'absentéisme administratif dans le Gbêkê**
Zanga Aboudramane TOURÉ..... 1093-1107
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.68>
- 69. Savoirs endogènes, techniques innovantes et gestion des pathologies
du cacao : cas de Téapleu (ouest de la Côte d'Ivoire)**
Siaky Motihé KAMARA..... 1108-1125
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.69>

- 70. Assainissement productif et développement rural : analyse sociologique des enjeux économiques et environnementaux à Bouaflé**
 Jeannine Tchely GAUZE & YAPI Ellélé Aimé Marius..... 1126-1138
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.70>
- 71. Réseaux relationnels et recours maternels aux soins des enfants malnutris à Bouna (Côte d'Ivoire)**
 Kouassi Serge KOUADIO & Aka N'zi Jean-Vincent KOUA..... 1139-1151
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.71>
- 72. Violences sexuelles en Centrafrique : disparités sanitaires territoriales et résilience des survivantes**
 Kassinabin Diakaridia Frédéric SILUE & Aka N'zi Jean-Vincent KOUA...1152-1162
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.72>
- 73. Résistances et adaptations en contexte précaire : logiques de l'auto-emploi des jeunes conducteurs de taxis-motos à Bangui**
 Hyacinthe Anicet BEKPA..... 1163-1179
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.73>

Psychologie

- 74. Épisodes suicidaires en milieu universitaire : causes motivationnelles et stratégies de résilience chez un échantillon de huit étudiants de l'Université Félix Houphouët-Boigny**
 Kinanya Donatien TOURE, BA Néné TRAORE,
 KONE née YEO Lokotianwa Sali & Grace Daniella AMAKON..... 1180-1201
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.74>

Criminologie

- 75. Enjeux de pouvoir et Gestion de risques miniers dans la carrière de Kalukuluku, à Lubumbashi**
 MULUNDA TSHIEYA Lucien..... 1202-1217
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.75>

Science de l'éducation

- 76. Manifestations de la pédagogie active dans les pratiques ordinaires des enseignants en classe de géographie**
 Mamadou THIARE & Ismaila MBODJI..... 1218-1236
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.76>
- 77. Jeux sérieux et humanité numérique : Vers une éducation contextualisée en Afrique**
 THIAM Aboubekr, MAIGA Alhoudourou,
 DIOP Alassane & HOTTE Richard..... 1237-1252
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.77>
- 78. Les obstacles de l'introduction des langues nationales dans le système éducatif formel au Tchad »**
 Ali Moussa & Ousmane Hassane Ousmane..... 1253-1270
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.78>

- 79. Approche inclusive et différenciation pédagogique pour les apprenants de l'école primaire burkinabè présentant un bégaiement**
Dasmané MOGMENGA, Oumou DIALLO &
Wenkuuni Désiré POUDIOUGO..... 1271-1284
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.79>

Sciences juridiques et politiques

- 80. Les dynamiques des migrations climatiques en Afrique**
Saad CHAFIK..... 1285-1303
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.80>

Scolarisation au primaire dans la région du Gontougo au nord-est de la Côte d'Ivoire : déterminants et perspectives pour une scolarisation durable

Kouadio Franck Olivier YAO

*Doctorant en Géographie de la population,
Département de Géographie,
Université Alassane Ouattara,
Bouaké - Côte d'Ivoire,
Email : franckolivier21@gmail.com*

Tozan ZAH Bi

*Maître de Conférences,
Département de Géographie,
Université Alassane Ouattara,
Bouaké - Côte d'Ivoire,
Email : thozane@hotmail.com*

&

Ané Landry TANO

*Assistant,
Département de Géographie,
Université Alassane Ouattara,
Bouaké - Côte d'Ivoire,
Email : anelandrytanoh30@gmail.com*

Date de soumission : 15-05-2026

Date de publication : 30-06-2026

Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.42>

Résumé

En Côte d'Ivoire, si la PSO et la gratuité scolaire renforcent l'offre éducative, l'objectif de scolarisation universelle reste inachevé avec un taux d'admission primaire encore inférieur à 100 %. Face aux disparités persistantes dans le Gontougo, cette étude analyse les déterminants de l'ineffectivité scolaire chez les enfants de 6-11 ans de cette région. Les données utilisées proviennent d'une enquête réalisée en 2022 auprès de 624 ménages. Deux méthodes sont utilisées dans ce travail : l'analyse descriptive multivariée (AFCM) et l'analyse explicative par régression logistique binomiale. En premier lieu, à travers l'AFCM, ce travail a montré que les ménages ayant des enfants non scolarisés résident surtout en milieu rural et subissent une forte pression démographique. Ils utilisent souvent la main-d'œuvre enfantine pour les travaux champêtres face à une offre scolaire éloignée. En second lieu, à travers une régression logistique, il ressort que le risque de sous scolarisation est plus élevé en milieu rural que dans le milieu urbain. Le risque d'avoir un enfant hors du système scolaire baisse avec l'augmentation du revenu du ménage, l'appartenance à l'ethnie Akan ou à la religion chrétienne. Par ailleurs, une réadaptation des stratégies de lutte contre l'exclusion scolaire prioritairement en zones rurales et avec les familles nombreuses, tout en garantissant une gratuité réelle par la suppression des frais communautaires.

Mots-clés : Nord-est, Région du Gontougo, Déterminants de la scolarisation, Scolarisation durable, Politiques de scolarisation.

Primary school enrollment in the Gontougo region of northeast Ivory Coast: determinants and prospects for sustainable enrollment

Abstract

In Côte d'Ivoire, while the PSO and free schooling have expanded educational opportunities, the goal of universal enrollment remains unachieved, with the primary school enrollment rate still below 100%. Given the persistent disparities in the Gontougo region, this study analyzes the determinants of school non-enrollment among children aged 6–11 in this region. The data used come from a survey conducted in 2022 among 624 households. Two methods are used in this study: multivariate descriptive analysis (AFCM) and explanatory analysis using binomial logistic regression. First, through the AFCM, this study showed that households with out-of-school children reside primarily in rural areas and face significant demographic pressure. They often rely on child labor for farm work due to the distance to schools. Second, through logistic regression, it appears that the risk of under-enrollment is higher in rural areas than in urban areas. The risk of having a child out of the school system decreases with higher household income, membership in the Akan ethnic group, or adherence to the Christian faith. Furthermore, strategies to combat school exclusion should be adapted, prioritizing rural areas and large families, while ensuring truly free education by eliminating community fees.

Keywords: Northeast, Gontougo Region, Determinants of school enrollment, Sustainable school enrollment, School enrollment policies.

Introduction

Les débats sur les facteurs explicatifs de la faible scolarisation et les politiques d'éducation pour tous ne cessent de s'amplifier en dépit des réformes engagées (J. A. N'dri, 2025 : 374). L'éducation constitue à la fois un droit fondamental et un levier stratégique pour le développement humain, économique et social. Elle est perçue comme une réponse aux inégalités, à la pauvreté et à l'exclusion, notamment dans les pays en développement. Depuis plusieurs décennies, la scolarisation universelle est présentée comme un impératif pour atteindre un développement durable, équitable et inclusif. Cette quête mondiale s'est traduite par des engagements politiques majeurs, dont l'Objectif de Développement Durable (ODD 4), qui vise à garantir une éducation inclusive et de qualité pour tous d'ici 2030 (UNESCO, 2015).

Dans cette dynamique, la Côte d'Ivoire a adopté, dès la rentrée scolaire 2015-2016, la Politique de Scolarisation Obligatoire (PSO) à travers la loi n°2015-635 du 17 septembre 2015, rendant l'école obligatoire pour tous les enfants âgés de 6 à 16 ans. Cette réforme a été soutenue par un effort budgétaire colossal : en 2018, plus de 1 285 milliards de FCFA ont été alloués au secteur Éducation-Formation, soit 19 % du budget national (MENA/DSPS, 2021). Ces investissements ont permis une croissance importante de l'offre scolaire nationale. Entre 2016 et 2024, le nombre d'écoles primaires est passé de 16 324 à 19 898 et le nombre

d'enseignants a progressé de 2,4 % par an (MENA/DSPS, 2024). Ces progrès se reflètent dans le Taux Brut de Scolarisation (TBS) qui atteignait 110,7 % en 2023-2024, avec un taux d'achèvement estimé à 85,2 %.

Cependant, malgré ces avancées et la distribution massive de kits scolaires, l'objectif de la Scolarisation Primaire Universelle (SPU) reste inachevé. Le Taux Net d'Admission (TNA), bien qu'en progression (81,7 %), demeure en deçà de la cible des 100 %. Le rapport du PASEC (2019) souligne encore des défis majeurs : inégalités d'accès, déficit en infrastructures, surcharge des classes et disparités territoriales. La simple disponibilité de l'école ne semble pas suffire à garantir l'accès de tous les enfants, car les mécanismes de scolarisation dépendent également de la structure et de la vulnérabilité des familles (M. Pilon, 2006 ; J-F. Kobiané et M. Pilon, 2008 : 23).

Dans ce contexte, la région du Gontougo, située au Nord-Est de la Côte d'Ivoire, incarne ces défis complexes. Bien que l'offre y ait progressé avec l'ajout de 77 écoles entre 2016 et 2024, l'accès équitable reste compromis par la saturation des infrastructures et des contraintes socioéconomiques propres à la région (MENA/DSPS, 2024). Il existe une hétérogénéité spatiale et sociale qui module différemment les chances d'accès à l'école (Kouadio, 2012), où l'influence des facteurs contextuels comme la distance et l'accessibilité demeure déterminante (M-F. Lange et Y. Yaro, 2003 : 11).

Pour appréhender la portée de ces obstacles, il convient d'analyser les spécificités structurelles de ce territoire. Couvrant une superficie de 16 770 km², la région du Gontougo occupe une position frontalière avec le Ghana qui en fait une zone d'intenses flux migratoires. Ces flux, conjugués à une fécondité élevée, ont porté la population régionale à 667 185 habitants (INS, 2014). Cette dynamique démographique se caractérise par une pyramide des âges à base très large, où les moins de 15 ans représentent une proportion majeure de la population. Une telle structure induit une taille de ménage importante et une forte charge de dépendance, limitant structurellement les capacités d'investissement des familles dans l'éducation.

Parallèlement, l'économie locale, essentiellement agricole et dominée par les cultures de rente (anacarde) et vivrières (igname), reste vulnérable à l'instabilité des cours mondiaux et aux aléas climatiques. Cette fragilité financière est exacerbée par les séquelles des crises militaro-politiques qui ont durablement dégradé le parc infrastructurel scolaire. En dépit de l'accroissement global de l'offre induit par la PSO, le système éducatif régional fait face à des ratios élèves/maître et élèves/classe qui excèdent souvent les normes de l'UNESCO (40

élèves par classe), particulièrement en zone urbaine. En milieu rural, le défi est davantage celui de l'accessibilité. Il s'agit de l'éloignement des établissements, l'insuffisance des structures d'accueil (classes à profil spécifique, multigrade ou à double-flux) et l'absence de services de base comme les cantines ou l'eau courante freinent l'assiduité scolaire. Dans ce contexte de précarité, les ménages demeurent les principaux acteurs du financement de l'école en supportant les coûts indirects (fournitures, transport, cotisations communautaires). L'efficacité des politiques publiques reste donc tributaire d'un arbitrage complexe entre la survie économique du ménage et l'investissement éducatif, faisant du Gontougo une zone où les disparités d'accès au primaire persistent en dépit de la gratuité décrétée.

Ainsi, entre l'annonce réglementaire de la scolarisation obligatoire et les réalités empiriques du terrain dans le Gontougo, on observe une persistance de l'ineffectivité de la scolarisation universelle chez de nombreux ménages. D'une part, ce constat montre que la gratuité et l'accroissement de l'offre ne sont pas les seules variables à prendre en compte. D'autre part, il évoque la nécessité de rechercher d'autres variables explicatives au niveau micro-analytique des ménages.

La présente étude s'assigne un objectif général qui consiste à analyser les mécanismes de l'exclusion scolaire dans un contexte de politique publique de scolarisation obligatoire. De façon plus précise, elle poursuit deux objectifs spécifiques : (i) Dresser le profil typologique des ménages par rapport à la sous scolarisation des enfants ; (ii) Identifier les déterminants de la sous scolarisation au primaire afin de formuler des perspectives d'action adaptées. C'est pour atteindre ces objectifs et répondre aux questions ainsi formulées que la démarche méthodologique suivante a été déployée.

1. Méthodes utilisées

1.1. Source des données, population cible et stratégie d'échantillonnage

Cette étude s'appuie sur un dispositif de collecte mixte, articulant des données secondaires institutionnelles et des données primaires de terrain. Les données secondaires proviennent de l'exploitation des annuaires statistiques scolaires du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) sur la période 2015-2024, mis en perspective avec les indicateurs du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 2014). Les données primaires ont été générées par une enquête de terrain multiniveau menée en 2022. Le volet qualitatif a mobilisé des guides d'entretien semi-directifs auprès d'élus locaux et d'agents du développement rural, couplés à une grille d'observation directe dédiée à l'évaluation des infrastructures scolaires en milieu réel. Le volet quantitatif a ciblé une population de chefs de

ménage ayant au moins un enfant en âge de scolarisation obligatoire (6-11 ans) au moment de l'enquête. La stratégie d'échantillonnage repose sur un sondage stratifié à plusieurs degrés, conçu pour intégrer les disparités géographiques et structurelles de l'offre et de la demande scolaire dans la région. Le protocole a opéré un choix raisonné de 37 localités (Carte 1), sélectionnées selon trois critères directeurs : la présence ou l'absence d'infrastructures scolaires, les volumes d'effectifs d'élèves et l'intensité des activités agricoles.

Carte 1 : Localités enquêtées dans la zone d'étude



Source : BNETD, 2014

Conception : Kouadio Franck Olivier YAO, 2024

En milieu urbain, l'enquête s'est déployée dans les 7 chefs-lieux de départements et communes via un tirage de quartiers suivi d'une sélection systématique des ménages. En milieu rural, un sondage à trois degrés a été appliqué au sein des 30 localités sélectionnées, consistant en un tirage successif des sous-préfectures (premier degré), des villages (deuxième degré), puis des ménages (troisième degré). Afin d'assurer une représentativité transversale, la sélection finale des ménages a été opérée de façon aléatoire, stratifiée selon le niveau de vie et la configuration démographique (nombre d'enfants scolarisables).

Pour valider la taille de cet échantillon, la formule mathématique de Cochran (1977) a été appliquée :

$$n = \frac{Z_{\alpha}^2 * p * q}{\varepsilon^2}$$

Où n représente la taille minimale de l'échantillon ; $Z_{\frac{\alpha}{2}}$ correspond au niveau de confiance de 95 % (soit un coefficient de $1,96 \approx 2$ *puisque* $\alpha = 5\%$) ; e est la marge d'erreur (précision) fixée à 3,92 % (0,0392) ; et p est la proportion de ménages abritant au moins un enfant en âge scolaire. En l'absence de données préalables spécifiques à la zone d'étude, cette proportion p a été fixée à 0,5 (50 %) afin de maximiser la variance, impliquant un complément $q = 1 - p = 0,5$. L'application numérique rigoureuse se décline ainsi :

$$n = \frac{2^2 * 0,5 * 0,5}{(0,0392)^2} = 624 \text{ ménages}$$

1.2. Opérationnalisation des variables

Le statut de scolarisation au sein du ménage constitue la variable dépendante (endogène) de notre recherche. Mesuré à partir des déclarations des chefs de ménage lors de l'enquête de 2022, il est codé sous forme d'une variable dichotomique capturant la présence (valeur 1) ou l'absence (valeur 0) d'au moins un enfant en âge scolaire (6-11 ans) non scolarisé dans le ménage.

Pour capter les déterminants de cette exclusion, les variables indépendantes (exogènes) sont structurées autour de quatre dimensions analytiques :

- Caractéristiques spatiales et contextuelles : Le département de résidence (Bondoukou, Koun-Fao, Sandégué, Tanda, Transua) et le milieu de résidence (urbain/rural).
- Caractéristiques démographiques du ménage et de son chef (CM) : Le sexe, l'âge, la nationalité, l'ethnie, la religion, le statut matrimonial du chef de ménage, ainsi que la taille globale du ménage.
- Caractéristiques socio-économiques : Le niveau d'instruction du chef de ménage, son secteur d'activité professionnelle et son niveau de revenu mensuel.
- Variables de perception et d'attitude : La perception de la gratuité de l'école primaire publique, l'influence perçue des conditions économiques, l'évaluation du coût réel de la scolarité, ainsi que les motifs de choix de l'établissement et le type d'école fréquenté.

L'articulation de ces variables permet de confronter les déterminants structurels classiques aux représentations sociales et contraintes budgétaires des familles, afin d'évaluer les freins réels à la politique de scolarisation obligatoire (PSO) dans la région du Gontougo.

1.3. Protocoles de traitement et méthodes d'analyse statistique

Le traitement des données brutes a suivi un protocole informatique rigoureux où l'apurement, la structuration initiale, les tableaux croisés dynamiques et l'infographie descriptive ont été exécutés sur le logiciel Microsoft Excel 2013, tandis que la dimension spatiale et la cartographie thématique des localités enquêtées ont été matérialisées sous le logiciel QGIS 2.16. L'analyse statistique approfondie s'est ensuite structurée autour de deux approches complémentaires, mobilisant d'abord des outils factoriels puis économétriques. En premier lieu, une Analyse Factorielle des Correspondances Multiples (AFCM) a été réalisée sur le logiciel SPAD 5.5 afin de caractériser les principaux axes factoriels et de mettre en relief les proximités statistiques entre les modalités de non-scolarisation et les attributs socio-économiques des familles. L'analyse de ce plan factoriel permet de condenser l'information et de dégager un profil typologique multidimensionnel des ménages abritant des enfants exclus du système scolaire. En second lieu, la recherche utilise une régression logistique binomiale sous STATA 16 pour isoler les facteurs prédictifs de l'ineffectivité de la scolarisation universelle. Évitant une analyse multiniveau complexe, la modélisation procède par une approche itérative par blocs afin de démêler les effets bruts et nets des variables. L'équation logistique s'écrit formellement :

$$\text{logit}[P(y = 1)] = \beta_0 + \sum \beta_i X_i$$

Où $P(y=1)$ représente la probabilité qu'un ménage compte au moins un enfant non scolarisé, β_0 est la constante, et β_i représentent les coefficients associés aux variables explicatives X_i . Pour mesurer précisément l'évolution de la variance expliquée, cinq modèles successifs sont estimés : le modèle M1 analyse l'effet brut du département de résidence ; le modèle M2 introduit le milieu de résidence (urbain/rural) ; le modèle M3 intègre les caractéristiques démographiques du chef de ménage (âge, sexe, taille du ménage, statut matrimonial) ; le modèle M4 ajoute les variables de capital humain et social (niveau d'instruction, religion, ethnie, nationalité) ; et enfin, le modèle M5 (modèle complet) incorpore l'ensemble des variables précédentes en y adjoignant les facteurs économiques et les variables de perception (revenu, secteur d'activité, gratuité, coût de la scolarité), permettant de distinguer l'impact des contraintes structurelles de celui des représentations individuelles. La qualité d'ajustement et la validité globale de ces modèles sont évaluées par la statistique du Chi-deux X^2 . Un seuil de significativité statistique ($p < 0,05$) valide l'influence globale des variables indépendantes introduites. L'interprétation des effets s'appuie sur les *Odd-Ratios* (rapports de chances) testés aux seuils de 1 %, 5 % et 10 %, où un *Odd-Ratio* supérieur à 1 indique une probabilité accrue

d'exclusion scolaire au sein du ménage par rapport à la catégorie de référence, tandis qu'un ratio inférieur à 1 indique une probabilité moindre.

2. Résultats

2.1. Sous scolarisation des enfants dans la région du Gontougo

2.1.1. Interprétation des axes

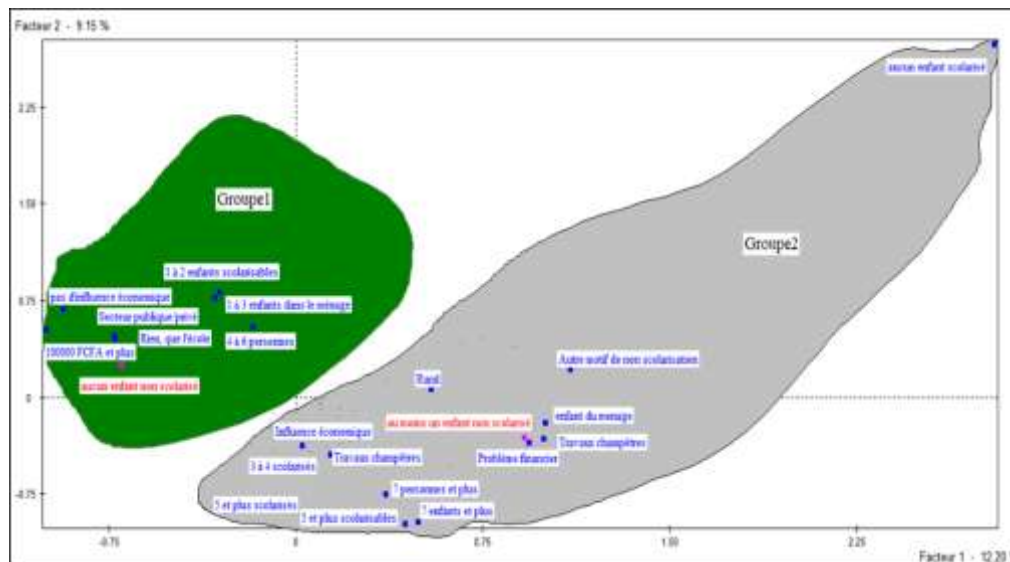
L'objectif des analyses factorielles est d'étudier le profil des chefs de ménage au regard de l'ineffectivité de la scolarisation universelle dans la région du Gontougo. Les deux premiers axes factoriels (1 et 2) contribuent respectivement à 12,20 % et 9,15 %, soit environ 21,35 % de l'inertie totale. L'axe 1 ordonne les chefs de ménage selon la présence d'enfants non scolarisés dans le ménage, le lien de parenté de l'enfant non scolarisé, le motif de non-scolarisation, l'activité de l'enfant et le niveau de revenu (respectivement 5,24 %, 4,76 %, 3,47 %, 3,18 % et 1,99 %). Cet axe oppose les ménages sans aucun enfant hors du système scolaire, disposant de revenus stables (100 000 Fcfa et plus), aux ménages ruraux où les enfants travaillent aux champs par manque de moyens financiers. L'axe 2 est constitué principalement de l'absence d'enfants scolarisés (aucun), du nombre d'enfants scolarisables, de la taille du ménage et du nombre total d'enfants dans le ménage (respectivement 8,01 %, 5,11 %, 4,78 % et 4,75 %). Cet axe organise les répondants selon l'ampleur de la charge familiale et le niveau de scolarisation effective au sein de la cellule familiale. Ainsi, l'axe 1 peut être interprété comme l'axe de la vulnérabilité socio-économique et de la déshérence scolaire, tandis que l'axe 2 est interprété comme l'axe de la pression démographique et de la capacité de scolarisation.

2.1.2. Profil des chefs de ménage par rapport à la sous-scolarisation des enfants

La Figure 1 illustre le premier plan factoriel (axes 1 et 2) dans lequel deux grands groupes de chefs de ménages s'opposent nettement. Dans le Groupe 1, situé dans la partie gauche du plan factoriel, se retrouvent les chefs de ménage n'ayant aucun enfant non scolarisé. En général, ces chefs de ménage bénéficient d'une situation stable caractérisée par un revenu de 100 000 FCFA et plus, travaillant dans le secteur public ou privé, et déclarant une absence d'influence économique sur la scolarisation. Leurs ménages sont de taille modeste (4 à 6 personnes) avec peu d'enfants (1 à 3 enfants dont 1 à 2 scolarisables). Pour ces familles, l'enfant se consacre exclusivement à l'école (Rien, que l'école). Le Groupe 2, qui s'étend sur la partie droite et inférieure du graphique, regorge de chefs de ménage ayant au moins un enfant non scolarisé. Ce groupe est marqué par la précarité du milieu rural et une forte pression démographique (7 personnes et plus, 7 enfants et plus). Ces ménages sont fortement impactés par l'influence

économique et les problèmes financiers, qui constituent le motif principal de non-scolarisation. Dans ce profil, l'enfant est souvent un "enfant du ménage" directement sollicité pour les travaux champêtres. On note une sous-catégorie spécifique à l'extrémité supérieure droite du groupe représentant les ménages où, paradoxalement, aucun enfant n'est scolarisé, reflétant ainsi l'ineffectivité totale de la scolarisation universelle dans ces ménages.

Figure 1 : Profil des chefs de ménages par rapport à la non-scolarisation des enfants



Source : Données de l'enquête sur la scolarisation universelle au primaire dans la région du Gontougo dans un contexte de politique de scolarisation obligatoire, 2022

2.1.3. Présentation du résultat de la régression logistique binomiale

L'analyse explicative de l'ineffectivité de la scolarisation universelle au primaire dans le Gontougo repose sur l'estimation de modèles de régression logistique successifs présentés dans le Tableau 1. Le modèle final (M5) présente une adéquation globale satisfaisante, expliquant significativement la présence d'enfants non scolarisés dans les ménages avec un X^2 de 189,50 ($p < 0,000$). L'introduction progressive des variables explicatives permet de suivre l'évolution de la significativité des facteurs, montrant que le milieu de résidence du chef de ménage influence durablement le risque de non-scolarisation. En effet, alors que le risque brut en milieu rural est de 3,42 fois supérieure au milieu urbain dans le modèle M1, il se stabilise à 1,74 fois dans le modèle saturé (M5) au seuil de 5 %.

Les facteurs socio-culturels tels que la religion et l'ethnie jouent un rôle protecteur ou aggravant selon le cas. Dans le modèle final, les chefs de ménage de religion chrétienne ont 43 % moins de risque d'avoir un enfant non scolarisé par rapport aux musulmans, tandis que l'appartenance à l'ethnie Akan réduit ce risque de 51 % par rapport aux Gur. Parallèlement, le niveau de vie demeure un déterminant central au seuil de 5 % puisque les chefs de ménage

disposant d'un revenu de 100 000 Fcfa et plus présentent 77 % moins de risque de compter des enfants hors du système scolaire que ceux ayant un revenu inférieur à 60 000 Fcfa.

L'analyse met également en évidence que les perceptions et les choix éducatifs impactent fortement les résultats dans le modèle M5. Les parents estimant que l'école primaire publique n'est pas gratuite voient leur risque d'avoir des enfants non scolarisés multiplié par 2,20. À l'inverse, le fait de ne pas percevoir le coût de la scolarité comme élevé réduit ce risque de 69 %. De plus, les ménages choisissant l'école pour des raisons autres que la situation géographique ou les motifs religieux affichent un risque de rupture scolaire diminué de 75 %.

Le nombre d'enfants scolarisables s'impose comme le facteur le plus discriminant de l'étude au seuil de 1 %. Le risque de non-scolarisation augmente de façon exponentielle avec la taille de la fratrie, étant 3,85 fois plus élevé pour les ménages de 3 à 4 enfants et culminant à 10,43 fois pour les ménages de 5 enfants et plus, comparativement à ceux n'ayant que 1 à 2 enfants. En revanche, il est important de noter que l'introduction des variables de perception et de charge d'enfants dans le dernier modèle annule la significativité de variables initialement importantes dans les modèles M1 à M4, telles que le département, le sexe, l'âge ou le niveau d'instruction du chef de ménage, qui ne discriminent plus significativement les ménages dans le modèle final.

Tableau 1 : Effets bruts et nets des variables indépendantes sur la présence d'enfants en âge scolaire non scolarisés dans le ménage dans la région du Gontougo

Variables et modalités	Effets bruts	Effets nets				
		M1	M2	M3	M4	M5
Département						
Bondoukou	ref.	ref.	ref.	ref.	ref.	ref.
Koun-Fao	1.61*	1.61*	1.16ns	1.27ns	1.22ns	1.52ns
Sandégué	0.70ns	0.70ns	0.64ns	0.64ns	0.61ns	1.33ns
Tanda	0.93ns	0.93ns	0.83ns	0.99ns	0.91ns	0.90ns
Transua	0.69ns	0.69ns	0.62ns	0.68ns	0.74ns	0.99ns
Milieu de résidence						
Rural	3.42***	3.42***	3.65***	3.14***	2.58***	1.74**
Urbain	ref.	ref.	ref.	ref.	ref.	ref.
Âge du chef de ménage						
18-29 ans	1.21ns		1.12ns	1.24ns	1.42ns	2.04ns
30-39 ans	1.05ns		0.86ns	0.87ns	0.92ns	1.17ns
40-49 ans	ref.		ref.	ref.	ref.	ref.
50-59 ans	1.59**		1.57*	1.65**	1.65*	1.50ns
60 ans et plus	1.22ns		1.16ns	1.14ns	1.47ns	0.90ns
Sexe du chef de ménage						
Masculin	ref.		ref.	ref.	ref.	ref.
Féminin	1.09ns		1.32ns	1.19ns	0.82ns	1.59ns
Taille du ménage						
1 à 3	0.39**		0.34***	0.39**	0.38**	0.40ns
4 à 6	ref.		ref.	ref.	ref.	0.59ns
7 et plus	3.22***		3.19***	3.30***	3.49***	ref.
Statut matrimonial						

Variables et modalités	Effets bruts	Effets nets				
En union	ref.		ref.	ref.	ref.	ref.
Divorcé(e)/Veuf(ve)	1.62ns		1.61ns	1.78ns	2.08ns	1.24ns
Célibataire	0.61ns		0.69ns	0.78ns	0.84ns	0.38ns
Niveau d'instruction du chef de ménage						
Sans niveau	ref.			ref.	ref.	ref.
Primaire	0.65**			0.78ns	0.95ns	0.95ns
Secondaire ou plus	0.35***			0.57**	ref.ns	1.22ns
Religion du chef de ménage						
Chrétienne	0.69*			0.77ns	0.67ns	0.57**
Musulmane	ref.			ref.	ref.	ref.
Animiste/Autre	2.01ns			1.99ns	2.41ns	1.76ns
Ethnie du chef de ménage						
Akan	0.54***			0.47***	0.48***	0.49**
Gur	ref.			ref.	ref.	ref.
Mande du Nord	0.58*			0.68ns	0.59ns	0.47*
autre	0.94ns			1.23ns	1.36ns	0.92ns
Nationalité du chef de ménage						
Ivoirienne	ref.			ref.	ref.	ref.
Non ivoirienne	1.36ns			1.18ns	1.06ns	0.97ns
Revenu du chef de ménage						
Moins de 60 000 Fcfa	ref.				ref.	ref.
60 000 Fcfa - 100 000 Fcfa	0.89ns				0.79ns	0.94ns
100 000 Fcfa et plus	0.18***				0.23***	0.23**
Secteur de profession						
Publique/Privé	0.67ns				1.00ns	0.86ns
À son propre compte	ref.				ref.	ref.
Perception sur la gratuité de l'école primaire publique						
Gratuite	ref.					ref.
Pas gratuite	2.41***					2.20**
Raison du choix de l'école						
Situation géographique	ref.					ref.
Raisons religieuses	1.08ns					1.59ns
autre	0.28***					0.25***
Type d'école fréquenté par les enfants						
Publique/Privé	ref.					ref.
Islamique	0.17ns					0.11ns
Perception sur le coût élevé de la scolarité						
Oui	ref.					ref.
Non	0.44ns					0.31*
Nombre d'enfants scolarisables						
1 à 2	ref.					ref.
3 à 4	3.92***					3.85***
5 et plus	12.91***					10.43***
Influence des conditions économiques sur la scolarisation des enfants						
Oui	ref.					ref.
Non	0.50*					1.21ns
Chi2		60.01	87.31	59.86	48.89	189.50
Prob. > Chi2		0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
NB : (ns) Non significatif. (*) Significatif au seuil de 10 %. (**) Significatif au seuil de 5 %. (***) Significatif au seuil de 1 %. ref. = référence						

Source : Données de l'enquête sur la scolarisation universelle au primaire dans un contexte de politique de scolarisation obligatoire dans la région du Gontougo, 2022

3. Discussion

L'analyse approfondie des résultats issus de nos travaux de terrain permet d'élucider les mécanismes complexes et souvent imbriqués qui sous-tendent l'ineffectivité de la scolarisation universelle dans la région du Gontougo. En confrontant nos données aux cadres théoriques classiques et aux études empiriques antérieures, nous observons que l'accès à l'école primaire n'est pas le produit d'un facteur unique, mais l'aboutissement d'un arbitrage multifactoriel où s'entrechoquent contraintes spatiales, pesanteurs socio-culturelles et précarité monétaire aiguë. Les résultats montrent d'abord que le milieu de résidence s'impose comme le déterminant primordial et structurel de l'exclusion scolaire.

Dans le Gontougo, les ménages résidant en milieu rural sont nettement plus susceptibles de compter au moins un enfant hors du système scolaire que ceux du milieu urbain, avec un niveau de significativité statistique rigoureux de 5%. Cette disparité spatiale n'est pas fortuite. Elle révèle une asymétrie profonde dans la distribution des infrastructures éducatives. En zone rurale, l'offre scolaire est souvent caractérisée par son insuffisance numérique, mais aussi par son éloignement géographique par rapport aux campements et aux hameaux de culture. Ces constats corroborent avec force les travaux de R. Noubadignim (2005 : 61) menés au Tchad, qui soulignaient déjà une variation régionale systémique où les centres urbains, mieux dotés en services sociaux de base, affichent des taux de scolarisation largement supérieurs. Cette analyse est complétée par les réflexions de M. Touré et B. Mbengue (2008 : 16), qui précisent que les enfants ruraux subissent ce que l'on pourrait qualifier de doubles peines. D'un côté, une offre scolaire physiquement lointaine et de qualité médiocre, et de l'autre, une pression accrue pour participer aux activités productives de l'unité familiale. Comme l'ont relevé O. S. Diarra et M-F. Lange (2000 : 10), cette exclusion est accentuée par une perception parentale rationnelle. Ainsi, A. L. Tanoh et *al.* (2019 : 121) affirment que la population scolarisable est érigée en variable d'ajustement économique. Pour les chefs de ménage, le maintien des enfants aux champs répond à une stratégie de survie visant à mobiliser la main-d'œuvre gratuite nécessaire au financement de la scolarité des cadets, créant ainsi un cycle de sacrifice scolaire au sein des fratries. Lorsque l'école rurale est perçue comme un lieu de formation dégradé, sans garantie de réussite sociale, le coût d'opportunité de la scolarisation devient trop élevé par rapport à la main-d'œuvre infantile, jugée immédiatement nécessaire pour les travaux de l'agriculture ou de l'élevage, piliers économiques de la région du Gontougo.

Au-delà de la dimension spatiale, la religion du chef de ménage émerge comme un facteur d'influence considérable, dessinant une véritable sociologie de l'éducation confessionnelle.

Nos données révèlent que les ménages dirigés par des chrétiens présentent un risque de non-scolarisation significativement, réduit par rapport aux autres confessions. Ces résultats rejoignent les observations de E. I. Mbom (2017 : 44), citant Diallo (1997), qui démontrait qu'à Abidjan, l'appartenance à la religion catholique favorisait une meilleure insertion dans le système scolaire formel, héritage historique de la mission civilisatrice associée à l'école coloniale. Ce choix confessionnel influence les trajectoires individuelles. Dans certains ménages, notamment de confession musulmane ou pratiquant les religions traditionnelles, on observe une stratégie de « division de l'éducation » où une partie de la fratrie est orientée vers l'école formelle tandis qu'une autre est confiée à l'enseignement informel ou à l'école coranique. Ce clivage culturel est corroboré par les rapports de E. Roy et P. Humeau (2018 : 16) sur l'éducation coranique en Afrique de l'Ouest. En effet, l'inscription des filles dans ces structures alternatives relève souvent d'une volonté parentale explicite de leur transmettre une éducation adaptée à leur futur statut socio-familial traditionnel. À l'inverse, pour les garçons, ce choix s'inscrit dans une logique de préservation identitaire et spirituelle, l'institution scolaire laïque étant perçue comme un vecteur de déracinement culturel. Y. Yaro (1994 : 10) confirme cette analyse en soulignant que les espaces de socialisation religieuse, tels que les rites initiatiques ou les cours de catéchisme, entrent en concurrence directe avec l'institution scolaire, cette dernière n'étant pas toujours reconnue comme le lieu unique ou privilégié de la formation de l'individu social.

L'ethnie du chef de ménage apparaît également comme un facteur explicatif majeur, persistant au seuil de 5% dans le modèle complet, ce qui suggère une influence des habitudes communautaires sur la valeur accordée à l'école. Les ménages du groupe ethnique Akan présentent un risque moindre de non-scolarisation par rapport aux Gur. Cela s'expliquerait, selon les analyses de P. V. Ewek Assounga (2019 : 106), par l'influence des réseaux de solidarité et d'information ethniques, mais aussi par une réalité démographique propre au Gontougo. Les populations Akans, souvent allogènes ou engagées dans le commerce et l'administration, résident majoritairement en milieu urbain, bénéficiant ainsi d'un environnement plus favorable à la scolarisation que les populations Gur, majoritairement autochtones et rurales.

Parallèlement à ces variables culturelles, le revenu monétaire du chef de ménage s'établit comme un déterminant central et impitoyable de l'accès à l'instruction. Un revenu mensuel supérieur à 100 000 Fcfa réduit drastiquement le risque de non-scolarisation, validant la thèse de I. Kaboré et M. Pilon (2001 : 13) qui montraient qu'au Burkina Faso, l'écart

d'investissement éducatif entre ménages aisés et ménages pauvres est de 1 à 9. Cette dimension purement économique est toutefois complexifiée par la perception subjective de la gratuité. Nos analyses révèlent que les ménages qui estiment que l'école publique n'est pas réellement gratuite en raison du poids des frais annexes tels que les cotisations COGES, l'achat des fournitures, des uniformes ou des tables bancs sont les plus exposés au risque de déscolarisation. Comme le soulignait l'UNICEF (2004) dans ses rapports sur l'Afrique de l'Est, ces dépenses imprévues et récurrentes constituent le premier verrou psychologique et financier, rendant la Politique de Scolarisation Obligatoire (PSO) caduque pour les familles vivant sous le seuil de pauvreté.

La raison du choix de l'école et les contraintes géographiques viennent encore aggraver ce tableau. La distance kilométrique entre le domicile et l'école reste une barrière physique insurmontable pour les plus jeunes. Selon les théories sur l'entrée tardive, l'éloignement oblige les parents à attendre que l'enfant soit physiquement robuste pour marcher plusieurs kilomètres par jour. Ce délai favorise l'acquisition d'habitudes liées aux travaux champêtres, détournant définitivement l'enfant de la salle de classe. Les travaux de Y. Chansophat (2005 : 116) illustrent parfaitement cette situation dans la mesure où même des sommes modiques de 2000f à 5000f forcent les parents à un arbitrage tragique, privilégiant souvent la scolarisation d'un seul enfant au détriment de ses frères et sœurs.

Enfin, le nombre d'enfants scolarisables au sein du ménage apparaît comme le facteur le plus discriminant de notre modèle statistique. Le risque de non-scolarisation est multiplié par 10,43 dans les ménages comptant 5 enfants et plus. Ce résultat s'aligne sur les conclusions de B. Bah (2015 : 4) en Côte d'Ivoire, démontrant l'existence d'une corrélation négative entre la taille de la fratrie et l'investissement éducatif moyen par tête. Ces données statistiques se traduisent concrètement sur le terrain par les observations de A. L. Tanoh et B. T. Zah (2020 : 24) dans le Grand Nord ivoirien, où la taille particulièrement élevée des ménages sature les ressources financières des parents. Cette forte concentration démographique, marquée par une présence massive de jeunes enfants, transforme la gestion quotidienne en un problème économique difficile pour les familles à faibles revenus. Dans le Gontougo, la charge démographique sature les ressources limitées du ménage, condamnant les familles nombreuses à l'exclusion scolaire partielle ou totale. En définitive, l'examen des modèles successifs montre que les variables culturelles et le capital scolaire des parents, bien que protecteurs au départ, finissent par s'effacer devant la violence des contraintes matérielles. L'ineffectivité de la scolarisation dans le Gontougo n'est pas une fatalité culturelle, mais le

symptôme d'une collision entre une précarité monétaire extrême et une offre scolaire défaillante en milieu rural. Le fait que le risque soit décuplé pour les familles nombreuses prouve que la scolarisation est devenue une question de survie économique, où la perception de la non-gratuité scelle définitivement le destin des enfants les plus fragiles.

Pour briser ce cycle et atteindre les objectifs de l'horizon 2030, il est impératif que les pouvoirs publics ne se contentent pas de mesures déclaratives. Nous recommandons une triple action urgente. D'abord, une densification massive du réseau scolaire rural pour supprimer l'obstacle de la distance ; ensuite, la mise en œuvre d'une gratuité réelle par la suppression effective de tous les frais communautaires et la dotation systématique en kits scolaires ; enfin, l'instauration de transferts monétaires ciblés pour les ménages à forte charge démographique, afin de supprimer l'arbitrage douloureux entre la nourriture et l'éducation, et ainsi garantir à chaque enfant du Gontougo son droit constitutionnel à l'instruction.

Références bibliographiques

BAH Bernadette épouse KAMANAN, 2015, *Scolarisation des filles : pour avancer lever les obstacles dans le monde et même en France*, Lyon (France), 10 p.

CHANSOPHAT Yin, 2005, *Étude des facteurs de l'abandon scolaire au niveau primaire au Cambodge*, Mémoire de maîtrise, Université du Québec, Chicoutimi, 147 p.

DIARRA Sekou Oumar et LANGE Marie-France, 2000, *Travail et école en milieu rural sahélien*, France, IDR, 19 p.

EWEK Assounga Preche Viggia, 2019, *Genre et retard scolaire en République du Congo*, Mémoire de Master, IFORD, Yaoundé, 127 p.

KABORE Idrissa et PILON Marc, 2001, *Les indicateurs du droit à l'éducation, la mesure des inégalités d'accès à l'éducation au Burkina Faso : l'apport des données non scolaires*, IRD, Ouagadougou, 19 p.

KOBIANÉ Jean-François et PILON Marc, 2008, « Appartenance ethnique et scolarisation au Burkina Faso : La dimension culturelle en question », in *Acte du colloque international de Québec (Canada) sur « l'Association Internationale des Démographes de la Langue Française »*, 25-29 août 2008, p.1000-1014.

LANGE Marie-France et PILON Marc, 2000, *Rapports de genre et questions de population : 2, Genre, population et développement*, Paris, INED, p. 69-80.

LANGE Marie-France et YARO Yacouba, 2003, « L'évolution de l'offre et de la demande d'éducation en Afrique subsaharienne », in *Acte de la quatrième conférence africaine sur la population*, UAPS/UEPA, 8-12 Décembre 2003, Tunisie, 18 p.

MBOM Ignace Edgar, 2012, *Déterminants familiaux de la non-scolarisation des enfants vivant avec un handicap au Cameroun entre 2001 et 2007*, Mémoire de Master professionnel en démographie, Institut de Formation et de Recherche Démographiques (IFORD), Université de Yaoundé II, Yaoundé, 144 p.

MENA, 2021, *Rapport d'analyse statistique du système éducatif 2020-2021 : La problématique de la qualité du système éducatif ivoirien*, Abidjan, DSPS, 117 p.

MENA/DSPS, 2024, *Statistiques scolaires de poche 2023-2024*, Abidjan, 60 p.

N'DRI Joel A., 2025, « Facteurs explicatifs de la Déscolarisation des enfants en Côte d'Ivoire : cas de Koffi-Amonkro », *ESI Preprints*, p. 372-391.

<https://doi.org/10.19044/esipreprint.6.2025.p372>

NOUBADIGNIM Ronelyambaye, 2005, *Déterminants des disparités régionales en matière de scolarisation des enfants au Tchad*, Mémoire de fin d'études, Université de Yaoundé II / IFORD, Yaoundé, 102 p.

PASEC, 2016, *PASEC2014-Performances du système éducatif ivoirien : Compétences et facteurs de réussite au primaire*, Dakar, PASEC, CONFEMEN, 154 p.

PASEC, 2019, *PASEC2019 : Qualité des systèmes éducatifs en Afrique subsaharienne francophone. Performances et environnement de l'enseignement-apprentissage au primaire*, Dakar, CONFEMEN, 288 p.

PILON Marc, 2006, *Défis du développement en Afrique subsaharienne, l'éducation en jeu*, (Éditeur scientifique), 252 p.

ROY Émilie et HUMEAU Philippe, 2018, *État des lieux sur l'offre et les mécanismes institutionnels relatifs à l'éducation coranique et à l'enseignement islamique dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre : Analyse régionale*. UNICEF Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre / *QUALE*, Dakar, 74 p.

TANOAH Ané Landry et ZAH Bi Tozan, 2020, « Planification familiale et scolarisation des enfants dans le nord de la Côte d'Ivoire. » In *Actes de la deuxième conférence internationale*



sur la Francophonie économique : L'entrepreneuriat et l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes en Afrique francophone, Université Mohammed V de Rabat, p. 19-33.

TANOAH Ané Landry, KRA Gérard Landry Konan et ZAH Bi Tozan, 2019, « Travaux champêtres et scolarisation des enfants de 6 à 15 ans dans le nord de la Côte d'Ivoire », *SANKOFA : Revue Ivoirienne des Arts et de la Culture*, (16), p. 114-127.

TOURÉ Mafakha et MBENGUE Bassirou, 2008, *Plan de développement pour l'éducation des filles au Sénégal (2009-2011)*, Dakar, UNICEF, 104 p.

UNESCO, 2003, *Genre et éducation pour tous : le pari de l'égalité, Résumé du rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2003/2004*, Paris, Éditions UNESCO, 40 p.

UNESCO, 2015, *Rapport mondial de suivi de l'Éducation Pour Tous 2015*, Paris, UNESCO, 453 p.

UNICEF, 2004, *Stratégies pour l'éducation des filles*, New-York, Mai 2004, 9 p.

YARO Yacouba, 1994, *Pourquoi l'expansion de l'enseignement primaire est-elle si difficile au Burkina Faso ? Une analyse sociologique des déterminants et des perspectives scolaires de 1960 à 2006*, Thèse de Doctorat en démographie, Université de Paris Panthéon Sorbonne, 391 p.